

« Le Pacte d'excellence, on n'en veut pas » : deux cortèges d'enseignants et un ton qui se durcit

Ils étaient entre 4.700 et 6.000 enseignants à défiler dans la capitale pour manifester le mécontentement du monde enseignant. Deux départs, deux cortèges, mais des revendications communes et un ton qui se durcit dans les rangs des affiliés.

Article réservé aux abonnés



Charlotte Hutin.



Journaliste au pôle Société

Par **[Charlotte Hutin \(/338340/dpi-authors/charlotte-hutin\)](#)**

Publié le 27/04/2023 à 17:04 | Temps de lecture: 2 min

Aujourd'hui, je peux le dire, bonjour les verts ! » La place de l'Albertine, aux abords de la gare Centrale, était verte de monde ce jeudi aux alentours de 10 h. Face à un millier d'enseignants, la plupart flanqués d'une vareuse couleur verte, Roland Lahaye, le secrétaire général de la CSC Enseignement, fait cavalier seul. « Je le répète, le front commun syndical existe toujours. Nous ne sommes pas dans une action d'opposition. » Difficile de ne pas le penser. On aperçoit bien, dispersées dans la foule, quelques taches rouges et bleues. Des affiliés des quatre autres syndicats, socialistes et libéraux, venus avec leurs collègues enseignants, mais ils sont largement minoritaires.

Sur l'estrade, le syndicat chrétien rappelle ses revendications : taille des classes, surcharge administrative, revalorisation de l'enseignement qualifiant, avenir des centres psycho-médico-sociaux (CPMS) et évaluation des enseignants. « Est-ce que c'est normal ? Peut-on accepter ça ? » S'ensuit un grand « noooooon » dans la foule. « Si vous avez besoin de respirer, les pouvoirs organisateurs, vos responsables doivent vous fournir des bonbonnes d'oxygène. » Laissez-nous respirer, le mot d'ordre de la CSC.



Charlotte Hutin.

Les délégués syndicaux ont fait le choix de rencontrer chaque réseau d'enseignement, pour avoir un retour sur chacune des revendications. Si les « grandes intentions » sont nombreuses, les réponses concrètes sont pratiquement absentes. Selon les réseaux, l'attitude diffère. Quand le CECP (le Conseil de l'enseignement des communes et des provinces) et la Felsi (les Etablissements libres subventionnés indépendants) se montrent à l'écoute, le Segec (le Secrétariat général de l'enseignement catholique) et son directeur général sont comparés à Dark Vador. « C'est un peu historique », explique le président de la CSC. « Au départ, nous avons plus d'affiliés venant du Segec, mais il faut bien avouer que c'est le seul réseau à ne pas considérer que la taille des classes est une priorité. » La plus grande surprise vient du CPEONS (le Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné) qui n'a pas répondu aux sollicitations syndicales. « On a attendu et personne n'est venu. Nous n'étions, apparemment, pas prévus à l'agenda. »

Manque de sécurité en classe

Dans le rang des manifestants, c'est surtout la détérioration des conditions de travail qui inquiète. « Vingt-cinq enfants de deux à six ans pour un enseignant, où est la sécurité ? » Avec leur pancarte, les institutrices de l'Institut Notre-Dame de Loverval (Charleroi) pointent un manque de sécurité. « Si un enfant de trois ans nous demande d'aller aux toilettes, que fait-on ? On l'accompagne tout en laissant le reste du groupe seul ou on le laisse y aller en prenant le risque qu'il se blesse, qu'il quitte l'école ? C'est déjà arrivé. A côté de ça, il y a aussi l'aspect lié aux apprentissages. On le voit lorsqu'il y a une épidémie de varicelle. Il y a une différence entre des classes de 16 et 25 élèves. » Des classes de plus en plus nombreuses avec des enfants qui présentent des troubles de l'apprentissage : voilà leur réalité. « Le politique a choisi de fermer des classes dans le spécialisé. On doit accueillir ses élèves sauf que nous n'avons pas la formation et on ne voit pas les aides promises arriver. »

”

A la CGSP, nous sommes davantage dans l'opposition, moins dans la proposition

Joseph Thonon, président de la CGSP Enseignement

L'an dernier, Alexandra a arrêté de travailler pendant deux mois, épuisée par la gestion de son groupe-classe. « Un enfant a arraché mon tee-shirt. J'ai vu l'incompréhension dans le regard de mes autres élèves. Ces dernières semaines, nous avons encore eu des collègues qui ont craqué. Pourtant, ils avaient vraiment la flamme de l'enseignement. L'autre problème, c'est que l'on ne trouve personne pour remplacer nos collègues absents. » Les quatre institutrices de Charleroi déplorent également une charge administrative de plus en plus conséquente. « On passe notre temps à faire de la paperasse pour le plan de pilotage au lieu d'être en classe avec nos élèves. »

L'évaluation proposée par la ministre Désir ? Il faut leur poser la question pour que le sujet vienne sur la table. « Pas vraiment notre préoccupation majeure », s'accordent-elles. « On y est plutôt favorable, surtout le premier volet, que l'on trouve vraiment très positif. Quant à l'aspect sanction, on a quelques inquiétudes, c'est vrai. Le second volet est assez flou. Si tu perds ton emploi, pour x et y raisons, est-ce que c'est considéré comme une faute grave ? Avec les conséquences que cela engendre : perte du droit au chômage, impact pour la pension, etc. »

Echappée de son peloton, Marie, affiliée à l'Appel, a préféré rester avec ses collègues de La Louvière. « Nous sommes là pour la même cause. On ne comprend pas bien la volonté de scinder les deux mouvements. » Avec 30 ans de carrière à son compte, elle qui se qualifie volontiers de « petit dinosaure » de la profession. « Je suis présente à toutes les grèves, depuis toujours. Cela permet vraiment de faire avancer les choses. Je vois bien qu'il y a eu des évolutions. Ce qui m'inquiète, c'est le retour en arrière que l'on constate actuellement. »

Rejet du Pacte d'excellence

Sur le coup de midi, le cortège rouge et bleu approche de la place de l'Albertine. Le bruit s'intensifie, les calicots se font plus féroces à l'égard de la ministre de l'Education, mais aussi du Pacte pour un enseignement d'excellence. « Caroline, ton 49.3, on le Désir(e) pas. » Une référence au passage en force du président français, alors que la ministre francophone de l'Education consulte et propose des aménagements.



Charlotte Hutin.

Pour Joseph Thonon, président de la CGSP Enseignement, la disparité dans le ton employé par les deux cortèges vient aussi de l'ADN syndical. « A la CGSP, nous sommes davantage dans l'opposition, moins dans la proposition », concède-t-il. « Ici, l'évaluation agit comme la goutte d'eau qui fait déborder le vase. »

”

Ce qui m'inquiète, c'est qu'il y ait un rejet total du Pacte. La communication de la ministre ne passe plus auprès des enseignants alors qu'elle est plutôt accessible avec les différents acteurs

Roland Lahaye, secrétaire général de la CSC Enseignement

Les deux cortèges marchent en direction du siège du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, place Surllet de Chokier. « Coucou Caro, on est là. » En première ligne, les ténors rouges et bleus. Ils sont ensuite rejoints par les verts. Côte à côte mais les slogans diffèrent. D'un côté « non à un pacte qui a changé de cap, non à cette réforme de l'évaluation », de l'autre « laissez-nous respirer ». Les affiliés y vont plus fort. « Le Pacte d'excellence, on n'en veut pas » est répété inlassablement.



Charlotte Hutin.

« Ce qui m'inquiète », ajoute Roland Lahaye, « c'est qu'il y ait un rejet total du Pacte. La communication de la ministre ne passe plus auprès des enseignants, alors qu'elle est plutôt accessible avec les différents acteurs. Mais on est dans un moment de l'année où la pénurie d'enseignants se fait de plus en plus ressentir. Ils expriment leur ras-le-bol de cette manière. A titre personnel, je n'ai plus connu de telle crise depuis les années 90. » Après des derniers coups de sifflet et des « Caro, descends », le cortège se disperse rapidement et dans le calme un peu après 13 h. Aucune rencontre n'était prévue avec la ministre de l'Education, mais la CSC viendra prochainement avec huit pages de propositions, non coûteuses, pour réguler la taille des classes.

La CSC Enseignement se prononcera vendredi sur son maintien au sein du Pacte d'excellence

La CSC Enseignement est le seul syndicat encore présent au sein du comité de concertation du Pacte d'excellence, une instance informelle où se discute la mise en œuvre cette réforme systémique.



Lors de la manifestation, ce jeudi 27 avril, à Bruxelles. - Belga.



Par Belga

Publié le 27/04/2023 à 17:23 | Temps de lecture: 1 min

La CSC Enseignement se prononcera ce vendredi 28 avril sur son maintien ou non au sein du comité de concertation du Pacte pour un enseignement d'excellence, abandonné le mois dernier déjà par le reste des syndicats enseignants.

Les représentants des différentes régionales du syndicat chrétien doivent se retrouver en matinée pour arrêter leur position après une large consultation des affiliés amorcée il y a plusieurs semaines déjà. A entendre certaines opinions recueillies jeudi en marge de la manifestation du monde enseignant dans les rues de Bruxelles, la réunion pourrait bien être quelque peu tendue.

📰 À lire aussi | « Le Pacte d'excellence, on n'en veut pas » : deux cortèges d'enseignants et un ton qui se durcit (<https://www.lesoir.be/510013/article/2023-04-27/caroline-ton-493-le-desire-pas-deux-corteges-denseignants-et-un-ton-qui-se>)

La CSC Enseignement compte une dizaine de fédérations régionales au total, et les positionnements ne sont pas partout identiques. La puissante fédération de Liège-Verviers notamment semblait ainsi acquise à un retrait du Pacte. « La fédération de Liège a toujours un avis plus tranché que les autres », relativisait toutefois jeudi Roland Lahaye, le secrétaire-général de la CSC Enseignement, interrogé par Belga.

📰 À lire aussi | Ecole: le front commun syndical est abîmé (<https://www.lesoir.be/504997/article/2023-04-02/ecole-le-front-commun-syndical-est-abime>)

La CSC Enseignement est le seul syndicat à encore officiellement siéger au sein du comité de concertation du Pacte pour un enseignement d'excellence. Les syndicats socialistes (CGSP Enseignement et Setca-SEL) et libéraux (SLFP et Appel) en ont claqué la porte le mois dernier.

Ils entendaient dénoncer de la sorte la volonté du gouvernement d'adopter une nouvelle procédure d'évaluation des enseignants, laquelle pourrait conduire en bout de processus à licencier des profs jugés insatisfaisants. Un retrait du syndicat chrétien du comité de concertation constituerait une (nouvelle) mauvaise nouvelle pour le gouvernement de la FWB, lequel s'est toujours prévalu jusqu'ici du soutien des syndicats pour avancer dans ses réformes.